



LE 22 MARS 2018 ON Y VA TOUS ENSEMBLE !

Rassemblement à 10h Place de la préfecture

Services publics, emplois, statuts, salaires, re-
traitements, instances représentatives du person-
nel, Macron veut tout passer à la moulinette libé-
rale ! C'est la même logique que les ordonnances
contre le droit du travail et les attaques contre les
cheminots. A cette stratégie du choc pour créer
un état de sidération et neutraliser les résistances,
la CGT oppose la volonté d'assumer pleinement
l'affrontement en fédérant autour de l'intérêt
commun des salariés et des populations.

Le président de la république et son gouverne-
ment recyclent tous les clichés pour opposer les
salariés et justifier leur politique ultra libérale en-
trainant des reculs sociaux sans précédent.

Les services publics avec ses fonctionnaires sont
dans le viseur du gouvernement. Sous couvert de
prétendue modernité, la politique menée consiste
à livrer des missions de service aux intérêts privés
qui sont à l'affût de nouveaux marchés afin de
faire encore plus de profits, au détriment de l'in-

térêt général.

Pour arriver à leurs fins, les gouvernements suc-
cessifs depuis 30 ans provoquent volontairement
la dégradation généralisée des services et admi-
nistrations publics : **Attaques sur les salaires
avec le gel du point d'indice, augmenta-
tion de la CSG, rétablissement du jour de
carence, prime au mérite contribuent à la
dégradation accrue des conditions de tra-
vail avec des départs non remplacés et un
recours aux contractuels pour installer la
précarité.**

L'objectif du gouvernement est de supprimer
120000 postes dont 70000 dans les collectivité
territoriales. Avec le passage au numérique,
l'intention du gouvernement est de supprimer
les agents de proximité ce qui aura pour finalité
d'amplifier les déserts de services publics et enfin
de rendre plus complexes (et surtout moins hu-
mains) ces services à la population.

Quel avenir pour la SNCF ?

Pour le gouvernement, le patronat et les
libéraux pour résoudre la question de la
dette de l'entreprise il faut d'emblée sup-
primer le statut des cheminots.

A qui la faute?

En effet, entre 2005 et 2015 la direction
des cheminots a supprimé près de 20 000
postes. Au vu des stratégies de l'entreprise
et de l'état par les investissements colossaux
des dernières décennies, notamment concer-

nant la construction des LGV pour relier les
grandes métropoles, il est primordial de se
poser la question.

Pour exemple, en confiant la construction
de la LGV Tours-Bordeaux à des entreprises
comme Vinci au sein d'un « partenariat pu-
blic-privé » cela devait financer entièrement
le chantier et n'a finalement consenti qu'à
2,4 milliards d'euros sur les 7,6 de coût total,
le reste au frais de subventions publiques et
de la SNCF.

Après s'être attaqué aux salariés du privé sur un coût du travail trop élevé, aux fonctionnaires encore plus coûteux et en plus fainéants et archaïques, aux retraités par une augmentation de la CSG et en les qualifiant de « génération dorée » de la part d'un député « En Marche », et enfin des privés d'emploi qui seraient des profiteurs...

Mais jusqu'où ce gouvernement au service du patronat va-t-il aller ?

En effet, un professionnel aurait-il quelque chose de plus à gagner de la suppression des droits d'un autre ?

Il n'est plus à démontrer que leur seul but est limpide :
DIVISER POUR MIEUX RÉGNER !!!

Telle est la philosophie de ce gouvernement : **priver les salariés** (du public comme du privé) **de leurs droits pour en faire une main d'œuvre moins coûteuse et sans perception d'un avenir plus heureux qui bénéficie au final au portefeuille des plus riches.**

Face à leur idéologie, une seule pour les salariés s'impose :

L'UNION FAIT LA FORCE !

MOI JE DIS QU'IL DEVRAIT Y AVOIR UN "SERVICE DU PEUPLE" OBLIGATOIRE D'UN AN POUR LES JEUNES POLITICIENS QUI SORTENT DES GRANDES ÉCOLES : ON LEUR CONFISQUE LEUR POGNON, ON LES COLLE AU TURBIN À L'USINE AVEC LE SMIC, ET ON LES LOBE DANS UN HLM À SARCELLES... APRÈS ÇA ILS DIRONT PEUT-ÊTRE MOINS DE CONNERIES !

nonalzo



TOUS ENSEMBLE EXIGEONS :

Le développement des services et de la fonction publique, une protection sociale de haut niveau, une véritable politique industrielle, de véritables augmentations de salaires dans nos entreprises, la réduction du temps de travail à 32 h, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, etc..

Dans le cadre de la convergence des luttes disons non à la destruction des acquis sociaux, que ce soit dans le public comme dans le privé.

Participons tous ensemble le jeudi 22 mars au rassemblement à 10 h Place de la Préfecture au MANS.

Horaires de débrayage

Equipe du matin et normale : à partir de 9h30 le 22 mars

Equipe du soir : 59 minutes mini le 22 mars

Equipe de nuit : 59 minutes mini dans la nuit du 21 au 22 mars

Equipe \$D jour : 59 minutes mini le samedi 24 mars

Equipe \$D nuit : 59 minutes mini dans la nuit du 24 au 25 mars